

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



5257X  
Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/CAP/33  
4 octobre 1967

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Conférence des planificateurs africains  
Deuxième session  
Addis-Abéba, 4-15 décembre 1967

QUELQUES ASPECTS DU DEVELOPPEMENT RURAL DE L'AFRIQUE  
ET LES PROBLEMES POSES PAR LA PLANIFICATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

M67-1166

QUELQUES ASPECTS DU DEVELOPPEMENT RURAL DE L'AFRIQUE  
ET LES PROBLEMES POSES PAR LA PLANIFICATION DE LA MAIN-D'OEUVRE

Préambule

1. La mobilisation de l'ensemble de la population est une des conditions nécessaires à l'accélération du développement de la région africaine. Ce développement doit assurer de meilleures conditions de vie à tous et permettre de réduire les inégalités entre les différents secteurs et groupes sociaux ainsi qu'entre les diverses zones géographiques. La mobilisation effective des ressources humaines et matérielles disponibles aux fins du développement de l'Afrique exige que l'on évite de laisser inexploitées ou sous-exploitées les ressources de certains secteurs et que l'on établisse une organisation et des structures institutionnelles suffisantes pour entreprendre l'action désirée. Les problèmes du développement sont complexes, liés entre eux, et trouvent leur origine dans les structures socio-économiques de la société engagée dans le processus de développement.

Les objectifs du développement

2. Les objectifs à long terme du développement économique et social, tels que définis dans les plans de développement de la plupart des pays africains, sont des plus variés et reflètent les différences qui caractérisent le développement économique, social et politique de chaque pays. L'accent a été placé sur les aspects du développement énumérés ci-après : nécessité d'accroître la productivité par habitant, de supprimer les inégalités sociales et économiques, de multiplier les possibilités d'emploi, d'apporter des changements aux structures et institutions, d'élever le niveau de l'enseignement et des services de santé, etc. En dépit du fait que, selon les pays, l'accent ne porte pas toujours sur les mêmes secteurs, la majorité des objectifs à long terme déclarés ont en commun les points suivants<sup>1/</sup> :

---

<sup>1/</sup> Aspects sociaux des plans africains de développement - Particularités et tendances (document de la CEA : E/CN.14/SDP/7, pages 11 et 12).

- "a) réduction des inégalités de revenu entre les groupes socio-économiques et les différentes régions;
- "b) réforme agraire dans les pays où les différences entre les types de propriétés posent un problème, spécialement dans les pays où cette situation s'accompagne d'une colonisation agricole étrangère; cet objectif se combine avec une intensification de l'agriculture coopérative ou collective; et
- "c) investissement humain dans le sens de la formation de nouveaux cadres indispensables au développement méthodique des pays venus récemment à l'indépendance, et aussi dans le sens de la mobilisation des énergies collectives des masses encore en deça des limites d'efficacité de l'économie moderne. Ces buts se reflètent dans les réformes administratives, fiscales et sociales dont les grandes lignes sont esquissées dans plusieurs des plans."

3. En égard à ces objectifs généraux du développement, les objectifs de développement rural en Afrique tendent à mobiliser les ressources humaines et matérielles disponibles pour améliorer les conditions d'existence des populations rurales en particulier, ainsi que pour pourvoir aux besoins en aliments et en matières premières des centres urbains, en général. On atteindra ces objectifs en modernisant et en enrichissant les économies rurales, principalement l'agriculture et les activités annexes, en ramenant au minimum les contraintes socio-culturelles, en instituant un climat propice à l'acceptation des changements sociaux et à l'apparition d'attitudes mentales favorables à l'application des idées nouvelles et des nouvelles méthodes de production.

4. La poursuite de ces objectifs sous-entend une révision des rapports socio-économiques traditionnels ainsi que la création d'organes administratifs efficaces chargés de prendre les initiatives nécessaires, d'indiquer les directions à suivre et de coordonner les efforts des populations vers le but commun. Il faut en outre élaborer des programmes d'enseignement et des programmes sociaux, ainsi que des programmes économiques qui devront être dûment coordonnés, pour répondre aux aspirations des populations, et compatibles avec les possibilités sociales, politiques et économiques des sociétés et des économies rurales.

Problèmes du développement rural en Afrique

5. La physionomie du développement rural en Afrique ainsi que les pratiques en usage sont loin d'être uniformes, en particulier entre les différentes zones écologiques. De même, les aspects et problèmes du développement rural varient considérablement selon les régions. Toutefois, dans son contexte continental, le développement rural de l'Afrique est caractérisé par les principaux problèmes ci-après :

- la prédominance du caractère de subsistance de l'agriculture ainsi que de l'industrie et de l'artisanat ruraux;
- la stagnation économique et sociale due au respect de traditions surannées et à une faible productivité, d'où découlent de faibles niveaux de nutrition, de faibles revenus et des investissements insuffisants qui, à leur tour, perpétuent le cercle vicieux de la pauvreté et du sous-développement;
- une situation chronique caractérisée par le sous-emploi ou le chômage camouflé et la non-utilisation des ressources matérielles en puissance;
- la migration croissante des jeunes partiellement instruits des sociétés rurales qui partent à la recherche de meilleures conditions de vie sur le plan social et économique, ainsi que la migration de jeunes analphabètes vigoureux à la recherche d'emplois rémunérés, ce qui a pour résultat d'appauvrir continuellement le potentiel de main-d'œuvre agricole;
- le niveau médiocre des moyens d'enseignement et la persistance d'un système d'éducation curieusement orienté vers les professions de bureau et les professions citadines, plutôt que vers les besoins des économies rurales;
- des structures administratives inefficaces, pauvres en personnel et aux ressources insuffisantes, et néanmoins chargées de maintenir l'ordre et la loi et d'assurer les services sociaux nécessaires, mais qui ne peuvent cependant s'acquitter correctement de ces tâches ni s'attaquer au développement;

- enfin, et surtout, le fait que ces problèmes ont trop longtemps été considérés séparément et que tous les efforts tentés pour les résoudre ont été des tentatives fragmentaires et isolées.

#### Secteurs prioritaires du développement rural

6. Pour venir à bout des problèmes ardues auxquels se heurtent les efforts de développement rural en Afrique, il est nécessaire de préciser quels sont les secteurs particuliers qui justifient la priorité d'action. Afin de ne pas commettre à nouveau l'erreur traditionnelle qui consistait en l'adoption de mesures isolées, il faut considérer ces secteurs prioritaires comme des secteurs où l'on pourra poser et analyser des problèmes étroitement liés entre eux, puis entreprendre une action concertée afin de les résoudre. Nous énumérons ci-après certains secteurs prioritaires parmi les plus importants :

- a) L'organisation des efforts déployés pour le rassemblement d'informations et de données de base relatives aux populations et aux activités économiques rurales, données qui fourniront une base de travail rationnelle pour l'identification et l'élaboration de projets cohérents de développement rural.
- b) La mise sur pied d'une administration rurale efficace qui devra fournir l'appareil administratif qui permettra d'obtenir l'entière participation de la population au processus de développement, non seulement pour ce qui est de la mise en oeuvre des programmes mais aussi en ce qui concerne la rationalisation des aspirations rurales et l'établissement des programmes destinés à répondre à ces aspirations. Aucune planification "à la base" ne pourra être réalisée sans la participation d'une administration régionale intéressée et disposant des pouvoirs nécessaires. C'est pourquoi, "le développement convenable des zones rurales et l'avènement d'une société modernisée à base rurale exigeront des structures régionales et locales efficaces permettant de traduire les politiques économiques et sociales en programmes appropriés pour le développement matériel des régions et des comités ruraux".<sup>1/</sup>

- c) L'éducation et la formation des populations rurales, en vue non seulement de faire de chacun un électeur instruit, mais surtout de permettre aux individus d'améliorer leur niveau de vie. Il s'ensuit que les programmes d'enseignement et de formation appliqués aux sociétés rurales devront être conçus en fonction du contexte socio-économique des régions rurales. Ce qui est donc nécessaire c'est une éducation fonctionnelle qui, outre qu'elle permettra de dispenser un enseignement de base qui ne soit pas coupé du contexte rural, garantira aussi un afflux suffisant de main-d'oeuvre spécialisée pour la modernisation de l'agriculture, de l'artisanat et des industries rurales.
- d) L'extension des services sociaux aux zones rurales afin de créer un climat favorable à la diffusion des transformations sociales et, en particulier, afin de réduire la tendance répandue parmi les jeunes à fuir l'ennui et la stagnation de la vie au village.
- e) La construction de logements, qui viendra compléter l'extension des services sociaux aux zones rurales, ne permettra pas seulement de garantir que les programmes concernant l'hygiène et la santé atteindront les objectifs établis mais facilitera également la jouissance des bienfaits de cette entreprise de modernisation. Pour atteindre cet objectif, il faudra lancer dans les sociétés rurales des programmes d'autoconstruction ou d'autoconstruction assistée.
- f) Pour étayer le processus complexe de la modernisation rurale, il conviendra de créer des organes de développement économique et social appropriés. Ces organes devront partiellement remplacer ou rétablir certains services traditionnels disparus et aussi jeter les bases de nouveaux services. Parmi les institutions qui contribuent au développement rural, les coopératives, les associations de crédit, les mouvements s'occupant de développement communautaire, les mouvements engagés dans la réforme agraire, les associations culturelles et celles qui s'occupent de l'alphabétisation, les clubs de jeunes agriculteurs, etc., jouent un rôle particulièrement important. Il conviendra de reconnaître, de rationaliser et d'encourager le rôle et les attributions de ces institutions.

- g) Les activités de recherche devront se maintenir au niveau du développement. Cette nécessité est particulièrement importante en milieu rural où les transformations sociales seront plus marquées. Les activités de recherche devront avoir pour objet la détermination dans leurs rapports mutuels de la nature et de l'ampleur des problèmes du développement rural, et l'application des résultats des recherches pourra faciliter la découverte des solutions. Il conviendra, non seulement de prévoir des recherches sur les problèmes du développement rural, mais d'établir aussi l'appareil nécessaire à l'application efficace des résultats de ces recherches au processus du développement.

#### La planification en vue d'un développement rural accéléré

7. L'un des principes fondamentaux dans toute stratégie du développement rural est l'obligation d'envisager les problèmes du développement dans leurs rapports mutuels, de rechercher des solutions intégrées à ces problèmes et, à cette fin, d'entreprendre une action concertée. Ainsi, la mobilisation, la formation et l'utilisation de la main-d'oeuvre rurale n'élèveront pas sensiblement la productivité ni le niveau de vie, à moins que les économies rurales ne soient modernisées de manière à élargir les possibilités économiques. Toutes tentatives nouvelles pour provoquer une révolution économique et essentiellement agricole seront d'avance vouées à l'échec si l'on n'entreprend pas de réduire, puis en fin de compte de supprimer les contraintes sociales. On ne pourra créer un milieu social approprié, qui donnera aux jeunes les plus évolués l'envie de demeurer dans leur campagne natale que s'il existe des structures administratives et institutionnelles viables pour assurer les services nécessaires. Ce milieu social approprié sous-entend de meilleurs logements, de meilleurs services d'hygiène et de santé, des moyens de distraction et d'information, etc. Ces services ne pourront être maintenus et élargis que si les économies rurales croissent de manière à augmenter le revenu imposable des populations qui financent ces services et en bénéficient. En conséquence, les problèmes du développement rural ne peuvent être résolus que par la planification de mesures intégrées, dont la mise en oeuvre exige la collaboration des intéressés, y compris les populations rurales elles-mêmes.

8. Pour atteindre ces objectifs, il conviendra de considérer objectivement ce qui suit :

- a) Une conception régionale du développement permettra d'embrasser l'ensemble des ressources humaines et matérielles des zones économiques ou groupes de villages viables et cohérents, de réaliser une planification intégrée de l'utilisation de ces ressources et d'établir des organes institutionnels de soutien et autres services du même ordre, instaurant par là-même une société et une économie rurales sensibles aux idées nouvelles et au processus de modernisation.
- b) Il conviendra d'identifier les zones qui semblent offrir les meilleures promesses de développement et de perméabilité au processus de transformation économique et sociale, concentrer les efforts sur ces régions et, ainsi, parvenir à créer des centres de développement rural dynamiques à partir desquels changements et progrès pourront s'étendre aux autres régions rurales.
- c) L'entreprise de planification devra également viser à réduire le déséquilibre et les écarts entre le développement urbain ou industriel et le développement rural ou agricole. Au niveau du groupe de villages, la planification devra tendre à renforcer le "pouvoir de rétention" des zones rurales par une répartition et une utilisation planifiées de la population, des ressources matérielles et des activités économiques, ainsi que par une infrastructure sociale améliorée.
- d) Au niveau du groupe de villages, les structures des collectivités territoriales devront directement intervenir dans les efforts de développement et disposer d'un personnel suffisant pour prendre des initiatives et jouer, pour les populations rurales, un rôle d'animation.
- e) L'éducation et la formation devront permettre à ceux qui en bénéficient d'avoir des moyens d'existence plus larges dans la société où ils se trouvent et de contribuer au progrès économique et social de cette société.



La question de la main-d'oeuvre agricole en Afrique

9. Les trois quarts, sinon plus, des populations africaines vivent et gagnent leur subsistance en milieu rural. Comme indiqué précédemment, cette main-d'oeuvre n'est formée en général à aucune spécialité essentielle et elle est très largement sous-employée. Il s'ensuit que la productivité et les niveaux de vie sont particulièrement bas. C'est pourquoi, la main-d'oeuvre rurale de l'Afrique constitue une ressource sous-développée et sous-utilisée qu'il convient d'instruire et de mobiliser pour qu'elle puisse participer au maximum au processus de modernisation du milieu rural.

10. Avant de pouvoir développer ou moderniser l'agriculture et les sociétés rurales, il faudra former la main-d'oeuvre qualifiée qui entreprendra et accomplira l'oeuvre de développement. Cette condition exige la formation d'un personnel qualifié dans tous les domaines : spécialistes de la recherche pour chaque secteur de la production agricole, planificateurs spécialistes de l'aménagement du territoire, vulgarisateurs, techniciens professionnels, agriculteurs qualifiés, etc.

11. Toutefois, l'existence d'une main-d'oeuvre qualifiée en quantités suffisantes ne saurait d'elle-même susciter la modernisation du secteur rural; il n'est pas question de la considérer séparément. L'apport de main-d'oeuvre et la mobilisation des ressources humaines disponibles font partie intégrante de l'ensemble du processus de développement économique, social et politique ainsi que de l'édifice socio-économique en mutation des sociétés et économies rurales de l'Afrique. Il semblerait donc judicieux d'envisager le problème de la mobilisation de la main-d'oeuvre, de son perfectionnement et de son utilisation dans ses rapports avec les autres facteurs sociaux du contexte rural et en deux temps, à savoir :<sup>1/</sup>

---

<sup>1/</sup> International memorandum on Rural Manpower Planning, par W. Habashi, 31 mai 1967.

- Une phase à court terme, d'une durée de cinq ans, pour entreprendre une action immédiate, estimer les besoins en main-d'oeuvre qualifiée et l'offre possible, évaluer les ressources régionales ainsi que leur utilisation en vue d'assurer un travail rémunérateur à la main-d'oeuvre disponible. Cette première phase devra comprendre la mise sur pied de l'infrastructure sociale nécessaire pour renforcer le pouvoir de rétention des sociétés rurales ainsi que le développement des compétences professionnelles afin d'élargir l'emploi et les débouchés possibles des économies rurales.
  
- Une phase à long terme devant déboucher sur l'objectif de la mobilisation générale, de la formation et de la pleine utilisation des ressources humaines de l'Afrique, dans le contexte de la modernisation de l'agriculture et des économies rurales diversifiées. Au cours de cette phase, les efforts entrepris devront être axés sur la réforme de l'éducation ainsi que sur l'orientation de l'enseignement, aux niveaux des classes primaires et secondaires, vers l'intégration totale dans les complexes socio-économiques et les transformations des sociétés rurales et de leurs aspirations économiques et sociales. Ces efforts impliquent l'adoption de programmes d'enseignement et de formation qui, dans quinze ou vingt ans, assureront, en quantités suffisantes, l'apport des diverses compétences, des spécialistes et agriculteurs instruits nécessaires à la révolution agricole en Afrique, et indispensables pour insuffler aux sociétés et économies rurales un dynamisme tel qu'elles offriront suffisamment d'attraits aux jeunes gens et jeunes filles instruits pour leur donner le désir de vivre sur leur terre natale et d'y travailler dans l'optimisme.

- - - - -